

Racines, identités, territoires

Au-delà de l'État et pour un changement libérateur

De Pablo Sastre et Laia Vidal

“Un être humain a une racine par sa participation réelle, active et naturelle à l'existence d'une collectivité qui conserve vivants certains trésors du passé et certains pressentiments d'avenir.”

(Simone Weil, L'enracinement 1949)¹

Questions principales et analyses

On nous demande la relation qu'il peut y avoir de nos jours entre territoires, identités, racines et le chemin vers la révolution et le changement libérateur.

N'avions-nous pas laissé derrière nous toute étiquette nationale, n'étions-nous pas enfin devenus de parfaits citoyens du monde, des gens qui se déplacent de-ci, de-là, libres de toute contrainte et de toute restriction identitaire collective ? La défense de la nation, n'est-elle pas contraire à l'internationalisme et à la solidarité entre les peuples ? Si nous sommes contre l'État, comment pouvons-nous défendre l'autodétermination des nations sans État sans tomber dans l'étatisme ? Quelles voies peut-on tracer aujourd'hui, en plein XXIème siècle, pour transcender les

¹

limitations des points de vue propres au XXème siècle ? Que peut-on apprendre du passé pour dessiner le futur ? Quelles sont les implications qui découlent de notre conception politique du monde concernant la défense de la Vie sur notre planète, de notre place dans l'écosystème planétaire en tant qu'êtres humains ?

Dans la première partie de cette dissertation, nous essayerons humblement de donner quelques réponses à ces grandes questions. Dans la seconde partie, nous concrétiserons les démarches et propositions que nous ébaucherons en fonction des territoires concrets où nous habitons : la Catalogne et Euskal Herría (Pays Basque). Avant tout, une brève analyse de la situation qui pourra nous aider à comprendre pourquoi nous en sommes là où nous en sommes. En premier lieu, souligner notre surprise que, par les temps qui courent, non seulement on ne voit pas la nécessité de prendre en compte l'approche territoriale concrète dans le projet d'une quelconque stratégie de changement émancipateur, mais qu'en plus on ne comprend pas l'enrichissement qu'implique, sur les plans humain, écologique et révolutionnaire, la diversité territoriale et culturelle. Il existe plusieurs raisons, à notre avis, pour que nous en soyons toujours là.

Le fléau de l'incompréhension vient de loin. Si nous partons de la Nation – comprise comme « lieu-territoire » où nous naissons – nous pouvons dire qu'il y a deux projets en lien avec la nation. D'un côté il y a la Nation qui prend le chemin du nationalisme et le patriotisme, c'est-à-dire, le chemin bourgeois qui fait de la nation une patrie et, par ailleurs, la nation comprise comme peuple, c'est-à-dire comme projet populaire de nation. La première tendance est le projet des élites et tend à faire évoluer le sentiment et la volonté de la nation vers des finalités abstraites, de superstructures symboliques (drapeau, hymne...) tandis que le second est un projet populaire, les gens sont et se sentent peuple, le sentiment et la volonté sont liés avec du concret, un territoire, les relations et les liens réels qui s'établissent, l'entraide... il s'agit d'un projet basé bien davantage

sur une communauté réelle, sur des modes de faire et d'être, et moins sur une communauté imaginée, sur des modes de penser et de prétendre.

Le premier projet, le projet bourgeois de Nation, émerge surtout comme réaction à l'étatisme des États plus forts. C'est un projet défensif qui voit comme unique solution l'alliance entre l'État et la Nation sous la forme de projets propres. Un exemple illustrateur pourrait être le Sionisme. Dans ce projet, l'important c'est l'État, les institutions, celles-ci pouvant prendre la forme monarchique ou républicaine sans que cela affecte son essence réelle. Le second projet part d'une réaction contre des oppressions qui sont ressenties communément de la part de peuples qui partagent certaines particularités, et nous pourrions prendre pour exemple le cas de l'Occitanie ou de la Bretagne. Ces peuples dans les années 60 et 70 du XXème siècle n'eurent pas de projet alternatif au projet bourgeois en ce qui concerne la nation. En leur sein il y avait un type de nationalisme de gauche, qui se nourrissait du sentiment du peuple, mais qui ne put sortir de ce même modèle (capitalisme-étatisme), que prônait le projet bourgeois : leur imagination n'allait pas plus loin.

Pourquoi leur imagination n'allait-elle pas plus loin ? Si nous considérons le projet populaire de nation, il nous faut parler historiquement des gauches et de l'anarchisme. Les gauches et les anarchistes passèrent d'un projet d'identification avec leur « *patria chica* » (« petite patrie » mais avec une connotation affective de la région qui les a vue naître, comme un berceau) à un projet d'identification avec, non pas une « grande patrie » comme l'État-nation, mais plutôt avec une classe sociale. Leur identification avec la classe prolétaire gagna sur celle de la nation. Il en fut ainsi parce que leurs façons de communiquer et de fonctionner les faisaient s'identifier avec certaines modalités des pratiques communes, autant dans les villages et dans le monde rural, que plus tard dans les athénées et les usines de la ville. Cette identification était bien plus forte qu'avec une communauté abstraite qu'ils assimilaient à un projet

interclassiste qu'il ne désiraient pas. La classe prolétaire s'identifia avec le système manufacturier, avec l'économisme, le paradigme du progrès, avec le seul moyen vital qui leur restait – le travail – au détriment des autres moyens qui auparavant constituaient leurs identités. Sans doute l'anarchisme rural n'arriva pas si loin parce que son déracinement était moindre, cependant il ne sut pas non plus transcender la “*patria chica*” avec un projet plus ample, sans tomber dans les paradigmes de la modernité étatique. L'anarchisme, de fait, confondit la haine de l'État avec la haine de la nation. Pour se différencier du projet bourgeois qui essayait d'unir État et Nation, et étant donné la primauté des classes sociales comme facteur identitaire, il créa un imaginaire internationaliste qui relégua en dernier lieu les questions identitaires au sens large, opposant la solidarité entre peuples à la défense d'un fait national qui leur était propre.

Aujourd'hui, ce paradigme d'internationalisme mal compris a aussi été coopté par le système étatiste-capitaliste, qui nous dirige vers un cosmopolitisme désormais devenu un projet globaliste destructeur qu'on ne peut questionner, faute d'être qualifié de réactionnaire ou d'être contre le progrès. Ainsi donc, de nos jours, les principales contradictions des approches nationales, territoriales et identitaires ne sont pas encore résolues, mais il existe heureusement de nombreuses lumières au fond du tunnel, quelques idées et pratiques que nous allons essayer de décrire ci-dessous.

Nouveaux imaginaires pour des nations non-nationalistes

Nous pensons, partant de positions libertaires, qu'il doit y avoir une dissociation entre nation et état. Nous pensons qu'il est possible de défendre le fait national sans tomber dans le nationalisme et que ceci est fondamental de nos jours, dans un monde où l'État a triomphé, où le peuple est de plus en plus

déstructuré, comme identité propre de « ceux d'en bas », « les sans pouvoir », et lorsque les personnes concrètes se trouvent de plus en plus confondues et déracinées. Nous croyons que la nation a une racine populaire que le projet des élites occulte et coopte pour des fins qui lui sont propres. Nous pouvons avancer plusieurs hypothèses quant à un projet populaire de nation en plein XXIème siècle.

La nation n'est qu'un des nombreux « moyens vitaux » qui définissent l'être humain et qui le situent dans le monde. Une plante, pour grandir et se développer a besoin d'une série de conditions : de nos jours les plantes peuvent grandir sans terre - cultures hydroponiques alimentées par le haut - mais si l'on sort du paradigme du progrès technologique, les plantes se sont toujours alimentées de la terre, du soleil, de l'air, de l'eau... de tout un tissu de facteurs indépendants qui facilitent le déploiement de leur vie et de leur existence. Tous ces facteurs sont en relation mutuelle et leur sont constitutifs... ce sont des facteurs concrets, très réels.

Renier les États est une chose, renier les racines en est une autre. Les zapatistes par exemple, ou les kurdes, renient les États mais pas leurs racines. Ils prétendent défendre le fait national sans tomber dans le nationalisme, construire une démocratie sans État, ou une autonomie sans État, ou un monde dans lequel entrent de nombreux mondes... ce sont des expressions différentes pour dire qu'elles et ils ébauchent un même projet qu'il nous faut approfondir. Pourquoi ? Il suffit de jeter un coup d'œil à ce qui se passe dans le monde pour se rendre compte que pour la plupart, les révoltes dans le monde, les révoltes de peuples enracinés – ou de ceux qui ont complètement perdu leurs racines – ou de ceux qui majoritairement les ont perdues, cherchent aujourd'hui à les récupérer, ou à s'enraciner ici ou là... En ce sens, comme autocritique à l'Occident, il est surprenant de voir la façon dont sont idolâtrées, vénérées et défendues, voire même importées les cultures « indigènes » d'autres lieux du monde (par exemple

celles d'Amérique latine) tandis que celles qui nous sont propres sont brutalement méconnues, sont niées ou sont simplement vues comme des réminiscences du passé. Tout ceci va de pair avec la défense du progrès et avec l'interprétation linéaire de l'histoire, de laquelle nous, la plupart des peuples occidentaux, en sommes les héritiers. Nous ne prenons pas en compte ni ne défendons nos propres racines, étant donné que le processus d'étatisation de nos communautés a été brutalement imposé et que ce processus est loin derrière nous, que nous avons accepté le projet d'État-nation comme s'il s'agissait d'une « évolution naturelle » de nos sociétés.

De nos jours il devient nécessaire de redéfinir «les racines». Il nous faut parler des racines réelles : celles que tous les gens possèdent ou ont eues, jusqu'à leur déracinement massif dans les états et les villes. Racines qui nous poussent par le fait à habiter un lieu pendant des générations : des citoyens de toujours peuvent ne pas les avoir et des peuples errants peuvent les avoir très profondes. S'enraciner c'est davantage une volonté qu'un fait en soi : on est d'où l'on se fait, d'où l'on vit, ces identités peuvent être plus changeantes mais pas niées pour autant. L'enracinement peut être une qualité de l'être, plus que d'un territoire. Autrement dit : l'enracinement revêt de nombreux aspects, avec une base territoriale ou sans elle.

Il ne faut pas confondre les structures politiques qui dominent un territoire avec ce territoire ou avec la nation. Nous pouvons définir le nationalisme comme volonté que les structures politiques coïncident avec les sentiments/l'histoire d'un groupe ethnoculturel qui s'enracine dans un territoire homogène, ce qui entraîne beaucoup de problèmes et qui force inutilement, une réalité beaucoup plus complexe. La territorialité prend un sens avec le passage des « ius gens » (communautés autonomes) aux « ius civitas » (l'État organisé sur la base du territoire et de la propriété individuelle). Le fait de vouloir imposer une seule identité pour les divers peuples entraîne de nombreuses problématiques. On fait appel à l'histoire, à la territorialité, à la langue, pour en réalité défendre une standardisation sous forme

d'un État, malgré le fait que ce dernier va promouvoir l'homogénéisation et l'autoritarisme en imposant une unique façon d'être sur l'ensemble de la diversité des peuples.

Le nouvel imaginaire et les réalités que nous développons ont un double volet : d'un côté récupérer notre tradition d'assemblées populaires, du droit naturel coutumier, basés sur la propriété communale et les relations de proximité et d'amour, et de l'autre côté, projeter ces racines vers le futur, vers une autre façon d'être et de se tenir dans le monde, une révolution civilisationnelle : de nouvelles façons d'entendre et de concrétiser le commun dans ce XXIème siècle : décentralisation, formes de vie commune et réintégration dans la nature pour la résilience écologique et énergétique... Récupérer la tension peuple-pouvoir oligarchique qu'il semble que nous ayons perdue. Ils nous ont battus au départ par la force et l'imposition, de nos jours par la cooptation et la confusion. Nous voulons une société qui redevienne peuple et un être humain qui redevienne humain.

Pour une véritable indépendance : analyse concrète, historique, actualités et propositions pour l'autonomie et le communautaire en Catalogne et en Euskal Herria.

La Catalogne

Analyse

Les racines du nationalisme catalan sont clairement bourgeoises, tandis que les autres « nationalismes » de la péninsule ibérique sont de caractère populaire, et la bourgeoisie locale les a rejetés. De ce fait, il est impossible de faire une analyse unique du nationalisme, il faut regarder au cas par cas. La bourgeoisie catalane a choisi d'accepter et de reconstruire le

nationalisme catalan, en canalisant une volonté et un sentiment populaires par une voie précise, qui exclue nombre de personnes se sentant catalanes parce qu'elles ne se reconnaissent pas dans le projet bourgeois de l'État-nation catalan. Il en a été ainsi par le passé et cela continue aujourd'hui. Le travail de la Plate-forme pour le Non-Oui et ses répercussions en 2014 ont montré qu'il y a de nombreuses personnes qui questionnent les voies étatistes de l'indépendance, et qu'il manque encore un projet concret.

Le « Processus » ayant pour but de donner une réponse aux inquiétudes des gens vis-à-vis de la soi-disant « indépendance » étatique, et qui dure depuis plus de 7 ans en Catalogne, a ses bons et ses mauvais côtés que nous pourrions résumer ainsi :

– La déformation du sens de « démocratie » : si, depuis le 15-M (*manifestation du 15 mai 2011 qui donna naissance au mouvement des Indignés – NdT*), et même bien avant par différents mouvements sociaux, la contestation de la démocratie représentative et des partis politiques était bien claire (des slogans comme « ils ne nous représentent pas » étaient scandés en permanence lors des mobilisations du 15-M) et la défiance envers la classe politique grandissait (les mobilisations comme « assiégeons le Parlement » le montre), actuellement et depuis le début des processus de référendum pour l'indépendance de la Catalogne, la légitimité et l'affection vis-à-vis de la classe politique se renouvelle et se maintient. Les gens supposent qu'un État plus petit leur sera plus accessible, moins corrompu, qu'ils payeront les impôts avec plus de bonne volonté car ils les sentiront comme étant les leurs. On parle déjà d'encourager le soutien économique populaire envers le projet d'indépendance et tout ce qu'il implique au niveau budgétaire : en mettant en avant les « bons patriotes », en augmentant les impôts... Tout cela dérive clairement d'un renouveau dans la légitimité de l'État et dans la hausse de la confusion entre État et peuple. Il est supposé également qu'avec le projet d'État catalan la classe politique se mette au service de la volonté du peuple, mais ce ne sont que des apparences puisqu'en essence rien ne change. La

manière dont se décide la formulation de la question du référendum, comment celui-ci est convoqué, cette question-même – qui inclut les concepts d'État et de République comme intrinsèquement liés à l'indépendance – resserre peu à peu les esprits et les consciences des personnes à propos de ce que pourrait être une véritable émancipation.

– Comme il s'agit d'un référendum inaliénable, il est sous-entendu que le gouvernement fera ce que lui demande le peuple... mais... n'est-ce pas le peuple qui répondra à ce que veut le gouvernement ? En ce sens, les « organisations de la société civile » (ANC, Omnium Cultural...), qui se présentent comme les médiatrices entre le peuple et le gouvernement – constituant ainsi en tandem un double filtrage de ce que serait une véritable démocratie – ont déjà dit qu'elles se placeraient du côté de la Generalitat (*gouvernement catalan – NdT*). Ainsi, l'AMI (Association des Municipalités pour l'Indépendance) s'érige en représentante du « monde local » et se fait le double du gouvernement en disant qu'elle « se mettra à la disposition du parlement et du gouvernement pour faire ce qu'ils lui demandent ». Il est donc clair qu'il n'y a déjà pas de projet ni populaire ni local dans notre « société civile », qu'il n'y a pas de peuple. Seulement des institutions, des représentants, des délégués, des mandatés, ou autre intitulé. Ou du moins c'est ce qu'ils veulent qu'on pense...

– La propagande est asphyxiante et les attaques à la liberté de conscience sont constantes. On ne peut élaborer un projet de pays, un projet de société ainsi. L'agenda de ceux d'en-haut est très rythmé. Mais beaucoup de gens, depuis des années, ont déjà pris en main la construction de l'indépendance réelle : les dizaines de PAH (Plate-formes pour les Affectés par l'Hypothèque) sur le territoire, les groupes de consommation et de souveraineté alimentaire, les syndicats de quartier, les communautés de vie autogérée... Tout cela est généralement ignoré ou mis à un niveau secondaire, et l'indépendance n'est jamais évoquée que de façon abstraite, symbolique et

institutionnelle. De plus, le paradigme du progrès capitaliste ou sa contrepartie la social-démocratie radicale imprègnent les campagnes pour l'indépendance : les uns appellent à l'internationalisation, aux infrastructures, à la compétitivité, à l'exil fiscal... les autres appellent au bien-être, aux pensions, aux grèves... les deux partagent l'idée que l'indépendance, comme une baguette magique, va tout changer. Et les deux pensent depuis le même paradigme, bien que c'en soient différents points de vue. C'est la division typique entre gauches et droites, colorisée avec des motifs nationaux qui permettent de laisser les équilibres et les précisions pour plus tard. Mais ce qu'il reste en dernier lieu, ce dont on ne parle pas, c'est une troisième voie révolutionnaire communautaire, sans État, sans capitalisme, avec un peuple autogéré.

– Une indépendance basée sur un modèle de bien-être, de richesse et de progrès qui ne tient pas en compte le contexte mondial actuel, qui aspire à se situer dans la pyramide du pouvoir, et à continuer de vivre dans une bulle de "bien-être" tandis que la plupart du monde s'écroule, n'est pas possible. Sans un changement de paradigme il n'y a pas d'indépendance possible, seulement un nouvel État. Nous aurons un État, mais nous n'aurons pas l'indépendance, nous en sommes, de fait, plus dépendants que jamais : des banques et ses crédits, des monnaies, de l'énergie qui arrive d'autres pays, de nos chefs, des aides étatiques et des subventions... Si les motivations de fond pour lutter ne changent pas, n'importe quelle indépendance sera guidée par des valeurs négatives qui détruiront de plus en plus la Catalogne, ses habitants et son environnement naturel.

Dans ses aspects positifs possibles, le Processus peut avoir de l'impact au niveau de :

– Casser le silence qui règne depuis la transition par rapport à la répression franquiste en Catalogne. Les nombreux cas de torture de l'Opération Garzón (« Jeune garçon ») qui a eu lieu en 92 commencent à sortir de l'ombre, quand Barcelone, à la vue de

tous, se transformait en une ville olympique avec la volonté et la nécessité d'être pleinement intégrée dans l'ordre capitaliste mondial, des lois sont passées pour annuler les jugements sommaires et revendiquer la mémoire des oubliés... il est important, cependant, qu'avec ces pas si importants notre attention ne soit pas distraite et que nous n'oublions pas de contester le nouveau projet de "transition" à la catalane qu'ils veulent nous vendre. Après avoir passé du régime dictatorial franquiste à un régime de "démocratie représentative", l'État a gagné en autorité et a pu maintenir pratiquement intactes toutes les structures légales de spoliation du peuple. Les mouvements sociaux se sont relâchés et ont fait confiance à l'appareil politique pour résoudre les problèmes, de telle manière que l'État a pu réduire son niveau de répression, en arrivant à des niveaux de plus en plus avancés et subtils dans les méthodes de domination et d'exercice du pouvoir. Nous devons éviter que cela recommence à arriver.

– L'insistance dans la désobéissance, bien qu'elle soit d'un degré très limité, à la légalité en vigueur. Ayant recours à une légitimité qui peut être questionnée (car n'étant peut-être pas aussi majoritaire que certains voudraient le croire), on nous sort l'argument que nous pourrions désobéir au cadre légal en vigueur si nous considérons qu'il nous contraint dans nos volontés et nécessités. Si cette conscience de désobéissance s'agrandissait à mesure de la nécessité d'attaquer tout le système social et de valeurs actuel (la propriété privée absolue, la tyrannie de l'argent et du travail, la domination de la ville et du paradigme urbain, l'organisation politique étatiste...), ce serait déjà quelque chose de positif, puisque le changement nécessaire a besoin et aura besoin de grandes doses de désobéissance. Mais... quelles responsabilités sommes-nous disposés à assumer ? La désobéissance implique normalement des convictions profondes et des responsabilités assumées que le discours simpliste, de masse, d'une transition facile et rapide, comme celui existant depuis le début du Processus, ne remplit pas. Dans le cas du Processus, nous ne parlons pas d'un conflit où le peuple organisé fait front à toutes

les formes de domination, mais d'un conflit où une forme d'État ou une autre sort gagnante, avec ou sans l'appui du peuple, et par conséquent le peuple en sortira toujours perdant et en se faisant utiliser, car tout ce qui est fait n'est pas fait avec une conscience et une perspective révolutionnaire.

Inspirations

De l'eau a coulé sous les ponts depuis nos premières réflexions en 2014 sur la question indépendantiste de la Catalogne. En avril 2015 nous avons connu de première main la proposition du Confédéralisme Démocratique kurde et ses réflexions à propos de l'État et du nationalisme et nous y avons vu un miroir de nos volontés et de nos pensées à ce sujet, avec la vertu que les Kurdes ont d'être un exemple réel, en construction et en auto-amélioration permanente de ce qu'ils veulent mettre en place. Les Kurdes, ainsi que toutes les personnes qui habitent au Rojava, ne cherchent plus à créer un État mais à vivre dans des communautés libres et autogouvernées, basées sur la démocratie directe, sans sexisme et dans un équilibre écologique. Ils disent: « Nous ne voulons pas jouer à ce jeu. Nous voulons créer un nouveau jeu. Au lieu d'un État indépendant, nous préférons l'autonomie ». En ce sens, la lutte kurde peut résulter en une inspiration pour un mouvement mondial vers une vraie démocratie et une économie coopérative et vers la dissolution progressive des États-Nations.

Son objectif n'est pas de remplacer le gouvernement d'un État par le gouvernement d'un autre État, mais de finir avec le gouvernement de n'importe quel État. Gouverner non pas avec le pouvoir mais contre le pouvoir. Et disperser de toutes les formes possibles le pouvoir centraliste de l'État. Ils veulent en finir avec la devise « un drapeau, une langue, une nation ». Ils expliquent : « lors des dernières centaines d'années, les peuples ont lutté contre l'État et, historiquement, ils ont obtenu l'indépendance,

mais ils n'ont pas obtenu la liberté, parce qu'ils ne se sont pas émancipés eux-mêmes de l'État. Leur concept de liberté reste à l'intérieur des limites étatiques ». (...) « En tant que Kurdes, nous pensons que nos problèmes ne seront pas résolus en créant un nouvel État-nation : comment pouvons-nous sortir du chaos en ayant le moins possible de sang versé ? Comment pouvons-nous trouver une solution différente aux actuelles frontières étatiques ? ».

À l'autre bout du monde, à l'intérieur des frontières du Mexique, on voit apparaître depuis les années 90 des exemples d'autogestion et d'auto-gouvernement qui vont aujourd'hui au-delà du zapatisme, en organisant l'autonomie des peuples originaires de partout. Par exemple, les 140 colonies et communautés d'Ayutla de los Libres, qui ont remplacé les autorités municipales par des assemblées populaires et où se sont clairement affrontés deux modèles, celui des partis conservateurs et celui du modèle d'assemblée communautaire, lors d'un référendum populaire réalisé les 10 et 11 juin de l'année passée. Face aux lois étatiques ils revendiquent l'auto-gouvernement avec comme base leurs us et coutumes. On connaît aussi un processus d'autonomie au Miochacán, où ils ont commencé un processus qu'ils ont nommé « l'autonomie sans la permission de personne ». « Le chemin à suivre est l'autonomie dans les faits. Un chemin à partir du droit historique des peuples indigènes. Il ne faut pas demander permission au gouvernement. Il faut construire les conditions pour qu'il y ait une autonomie réelle. Il faut faire beaucoup de travail de base. Travailler beaucoup pour que les conditions soient données afin que surgisse des bases, du peuple, la détermination de l'autonomie ». Ainsi, après avoir constaté les racines de ses institutions et de son histoire communale, ils ont revendiqué auprès de l'État les ressources pour effectuer pleinement leur autonomie en tant que communautés. Il n'existe pas de partis politiques, des habitants de la communauté sont choisis directement par celle-ci.

À Cheran Keri une lutte par la défense des bois a évolué en un

mouvement pour la libre détermination et l'auto-gouvernement, chassant les partis politiques et s'organisant selon les us et coutumes.

Ils durent faire des luttes légales contre l'État, mais dans ce cas pour une vraie autonomie, non pour une indépendance symbolique et institutionnelle. Ils ont requis qu'au Cherán on respecte le droit de décider et de choisir ses autorités conformément au droit historique, étant reconnu comme communauté indigène par leur titre Virreinal de 1540.

Le processus d'autonomie effectué a permis différentes formes d'autogouvernement, selon les volontés des communautés et leurs particularités propres : par exemple, la communauté de Tanaco a décidé de ne pas participer aux élections par les us et coutumes de Cherán, et d'initier un processus qui a conclu en leur propre procédure électorale. Ils durent réclamer que l'État les reconnaisse et la communauté de Cheran Keri s'est positionnée de son côté en les soutenant pour qu'on leur octroie une part du budget municipal de Cheran, en proportion à leur population, pour développer leur voie autonome.

Dans une autre communauté, Pichátaro, le premier pas a été de créer des activités de sensibilisation au moyen d'ateliers, de forums ou de conférences, où les autorités civiles et communes se sont nourries d'information sur les droits qu'appliquaient les communautés originaires, de données statistiques sur la communauté, de documents sur les assignations budgétaires de la Municipalité, d'exemples historiques de lutte de communautés originaires et de législation internationale, nationale et étatique à propos des indigènes. Toute cette information leur a servi à exiger leurs droits, dérivés de la libre détermination et de l'autonomie, et à administrer et agir directement sur les ressources publiques, avec un partage qui correspondait équitablement au pourcentage de population de la municipalité.

Propositions :

Alors en Catalogne de quoi parlons-nous quand nous parlons d'indépendance ? Il faut prendre en compte divers facteurs qui nous dévient de l'autonomie réelle, et penser une stratégie avec laquelle on va pouvoir avancer sur un projet que l'État attaque et qui va plus loin que lui dans la récupération de nos racines. Un projet dans lequel nous pouvons évaluer à quel degré chaque pas nous rapproche de l'autonomie ou nous éloigne d'elle.

– En premier lieu, il est indispensable de restaurer le tissu social. « L'État du bien-être » et, en général, l'idéologie du bien-être, le consumérisme et l'argent, nous a rendus fainéants et a fait de nous des esclaves et les complices d'un système qui prend l'eau et qui ne nous rend pas heureux. La pauvreté qui prédomine dans les communautés que nous avons citées comme inspirations est un facteur-clef parce qu'elle rend nécessaire l'auto-organisation et l'autogestion de la vie quotidienne. Dans les pays dans lesquels l'État n'a pas développé sa facette « d'état du bien-être », en donnant aux gens des miettes au lieu d'une paix sociale, il est plus facile de l'attaquer, et plus nécessaire de le supplanter. Il est facile de voir pour qui il travaille, puisqu'il ne peut pas travailler à la fois pour les uns et pour les autres, en faisant de l'équilibrisme, comme a essayé de le faire ici la social-démocratie. En ce sens, les crises économiques, énergétiques, écologiques, de travail, de valeurs, spirituelles... qui nous fouettent peuvent être une opportunité de nous réveiller du sommeil dans lequel nous sommes plongés, un grand coup qui nous ferait réagir et changer de direction. Mais ce changement de direction requiert une force, un horizon, un engagement... parce que sinon la peur et l'incertitude s'empareront de nous en faisant que résistions toujours plus à abandonner les chemins tout tracés, bien que cela nous mène à un suicide collectif. Il faut faire une révolution chez les personnes, dans la conscience de chacun, dans les valeurs. Un changement de paradigme.

– Il faut récupérer la véritable histoire populaire de nos

peuples. Recourir, comme le font les communautés originaires, à n'importe quel morceau d'histoire que nous pouvons analyser et comprendre pour reprendre les formes d'organisation commune qui nous ont été volées. La communauté était non seulement un genre de propriété, mais une manière d'être dans le monde. Sans comprendre la vision du monde qui rendait possible la communauté, sans aller au-delà de l'apolitisme, nous ne pourrions pas changer la direction des événements. L'histoire et les référents que le nationalisme bourgeois nous vend ne sont pas l'histoire de notre peuple, mais l'histoire des vainqueurs. Les illustres, les amants de la révolution libérale, du républicanisme, du progrès, de la technologie... c'est l'histoire des élites, qui relègue les coutumes populaires à un simple folklore. En ce sens, étudier profondément l'époque médiévale catalane, les révoltes populaires du XIXe siècle, la révolution libertaire de 36, les mouvements autonomes durant la transition, les dissidents de toute époque et de toutes conditions, la symbologie, les rites, les coutumes... tout cela nous donnera des bases argumentatives ainsi que de la force et du sens pour apprendre du passé et pour projeter l'avenir.

– Le rôle des femmes et de la résilience écologique doit être prépondérant dans une vraie révolution. Notre communauté s'est détruite en premier lieu par la lutte contre les femmes comme piliers de la société. L'idéologie capitaliste de l'égalité et le fait de grandir à l'intérieur du système a divisé le peuple en commençant par miner les relations entre les femmes et les hommes, et on attaque de nos jours les bases de la Vie en soi. Nos fils et filles vivent dans un monde hostile, aliéné, où « les gens ne sont pas où ils devraient être, ce qui est le vrai sens de l'aliénation. Ils ne sont pas avec les leurs, ils sont « à une autre chose », supposément plus importante mais qui ne l'est pas. Ils ne sont pas non plus dans un lieu qui est mieux adapté pour vivre, ils sont « dans un ailleurs », supposément meilleur ». Tant que nous ne changeons pas ce paradigme de base que nous avons tellement intériorisé, aucun changement institutionnel ne mettra fin à nos dépendances, au contraire, ils les accentueront. D'autre

part, la matrice qui nous sustente, qui nous a sustenus durant des siècles, est la terre, l'air, le soleil, les arbres, l'eau... et tout cela entre actuellement dans une situation de chaos, d'imprédictibilité, que nous sommes incapables de capter dans toute son étendue et sa gravité. Nous devons nous reconnecter avec celle-ci, qui constitue une partie intrinsèque à nous-mêmes, et cesser de dominer et de contrôler la nature. Le projet indépendantiste, tel qu'il est conçu d'habitude, a une teinture environnementaliste, de soi-disant développement durable, mais qui ne met en question ni le « progrès » matériel, ni la croissance économique, ni les grandes infrastructures, ni la globalisation néo-libérale... et nous ne nous rendons pas compte que nous sommes déjà dans une situation limite dans laquelle seule la force des communautés enracinées, avec une forte composante d'aide mutuelle, pourra résister avec plus de garanties à la spoliation généralisée, à la pauvreté énergétique, à l'exclusion massive...

– Par conséquent, quel rôle ont les institutions ? Faut-il les récupérer, les remplacer, y participer, que faut-il faire ? Car, au moment actuel, l'insistance dans le maintien des institutions et les changements issus de celles-ci nous affaiblissent comme peuple. Les meilleures énergies de personnes préparées et bien intentionnées dérivent vers des canaux institutionnels, les rues sont vidées et en souffrent. Les rhétoriques officielles nous distraient. Quand nous recommencerons à être une force populaire qui peut être un acteur de poids dans les revendications d'autonomie auprès de l'État – peu importe lequel – on pourra prioriser la lutte légale, mais dans la situation actuelle il n'est pas donné que cela nous aide. Un État est antithétique à l'autonomie et il ne semble pas faisable que le même État, une fois constitué, appuie l'autogestion et l'autonomie généralisées. Il est nécessaire qu'un mouvement populaire de base existe avec assez de force et d'indépendance vis-à-vis des institutions pour pouvoir représenter une vraie alternative au système. Nous devrions dédier à cela toutes nos énergies présentes et futures.

– Passer de la démocratie indépendantiste au communalisme autonomiste. Il semble de plus en plus difficile de revendiquer la démocratie sans tomber dans l'étatisme, puisque l'actuel système a usurpé ce concept et l'a tellement déformé que tout son référent originel a été perdu. Le communalisme autonomiste, d'autre part, serait la proposition d'un autogouvernement par des communes avec assemblées publiques au lieu des conseils municipaux institutionnels, et de la pratique d'une autonomie réelle au lieu de la lutte pour une indépendance symbolique. Récupérer le sens de « politique » en entendant non pas la politique comme art de gouverner, ce qui est le projet des élites, mais comme le fait de vivre la politique comme partie intégrante d'une vie autonome.

– Les luttes de résistance à l'usurpation de ce qui constitue le « public », dans le but de ne pas perdre encore plus d'autonomie dans le cadre du système actuel, nous les ferons en attaquant toujours la nature non-démocratique et souvent perverse des institutions actuelles (il manque encore de penser à l'éducation et à la santé, qui ne sont pas mauvaises seulement parce qu'elles sont privées, mais par le paradigme d'endoctrinement et de délégation auquel elles correspondent) et en défendant la nécessité de créer d'autres types d'institutions communautaires, comme nous le faisons déjà depuis les marges du système. Toute lutte qui tend à générer le maximum d'autogestion et d'auto-organisation populaire, et qui est connectée à la transformation globale de la société, est bonne. Pourvu que le processus de désobéissance légale, qui est prêché dans le mouvement indépendantiste, s'étende à une désobéissance intégrale de toutes les institutions du système.

Pour en savoir plus :

Le manifeste pour le Non-oui : la révolution sans l'État-nation est la solution :

<http://www.grupreflexioautonomia.org/es/manifiesto-por-el-no-si/>

La route révolutionnaire du Non-oui :

<http://www.grupreflexioautonomia.org/es/la-via-revolucionaria-del-no-si/>

Le projet indépendantiste depuis une perspective révolutionnaire

<http://www.grupreflexioautonomia.org/es/el-proyecto-independentista-desde-una-perspectiva-revolucionaria/>

Nationalismes, indépendantismes et un anarchisme :

<http://www.grupreflexioautonomia.org/es/nacionalismos-independentismos-y-anarquismo/>

Plateforme pour le non-oui :

www.no-si.cat

et son anthologie d'articles :

http://files.no-si.cat/200000826-415f842577/Antologia%20pel%20No_Si_def.pdf

Indépendance sans État :

<http://independenciasensestat.cat/>

Le commun catalan :

<http://reconstruirelcomunal.net/wp-content/uploads/2015/03/David-Algarra-El-com%C3%BA-catal%C3%A0.pdf>

Fragments concernant la révolution du Rojava :

<http://no-si-cat.webnode.es/news/fragments-entorn-de-la-revolucio-de-rojava/>

Ayutla-de-los-libres se gouvernera sans partis politiques et par l'autonomie, il est temps que les peuples s'autogouvernent :

<https://www.regeneracionlibertaria.org/ayutla-de-los-libres-se-regira-sin-partidos-politicos-y-por-la-autonomia-es-hora-de-que-los-pueblos-se-autogobieren>

Une histoire des conseils et des communes autonomes de Miochacán :

<http://rupturacolectiva.com/historia-sobre-los-consejos-y-autogobiernos-comunales-de-michoacan/>